

Communiqué de presse

Calais, le 1^{er} mars 2016 Le démantèlement d'une partie de la zone sud du bidonville de Calais a débuté lundi 29 février et se poursuit mardi 1^{er} mars. Les associations de soutien aux réfugiés de Calais constatent les faits suivants :

Une expulsion manu militari

Des réfugiés sous la menace et la désinformation ont été sommés de quitter leur habitation dans des délais allant de 1 heure à 10 minutes

En cas de refus d'exécution, certains réfugiés ont été extraits de leurs abris par les forces de police, et pour certains interpellés immédiatement.

Des personnes ont été tenues à distance de leur lieu de vie et empêchées d'y retourner permettant aux forces de police de considérer ces abris comme vides et de procéder à leur destruction.

Des réfugiés montés sur le toit de leurs abris en signe de protestation pacifique ont été tenus en joue par des flashballs puis matraqués et certains interpellés.

De nombreux réfugiés n'ont pu ni récupérer leurs effets personnels et leurs papiers d'identité, ni trouver une solution alternative pour leur hébergement.

Les forces de police ont maintenu à l'écart les citoyens par un large cordon qui encerclait les abris concernés par l'expulsion empêchant ainsi le regard citoyen sur les actions des autorités.

Cette opération policière s'est accompagnée de gazage massif et d'utilisation d'un canon à eau de manière indiscriminée et non proportionnée face à une opposition qui affichait clairement sa volonté pacifiste. Ces attaques n'ont fait l'objet d'aucune sommation préalable.

Dès le début des opérations, les policiers ont refusé la mise à l'abri des enfants et des familles dans l'école du Chemin des Dunes, les exposant ainsi aux gaz lacrymogènes et à la violence de la répression.

Un enfant de 13 ans a été interpellé et emmené par les forces de l'ordre, sans possibilité de contact avec lui

Au regard de ces faits, force est de constater que les agissements de l'Etat ne respectent aucun des engagements pris publiquement depuis plusieurs jours : absence de brutalité et de violence, concertation et dialogue, délai pour la mise à l'abri des personnes. Le ministre de l'intérieur lui-même indiquait lors de son discours au Mans le 22 février qu'« à Calais, c'est une solution d'hébergement pour tous qui est proposé pour résorber un bidonville. Ce n'est pas de dissoudre la souffrance dans le vide avec brutalité. Ce que nous voulons faire dans la zone sud de la Lande, c'est une opération de mise à l'abri ». Il poursuivait le 25 février à Bruxelles qu'il « n'a jamais été question pour le gouvernement français d'envoyer des bulldozers sur la lande pour procéder à une dispersion des migrants ».

Contact presse Vincent de Conninck 06 84 41 35 17



<https://twitter.com/caritasfrance>



facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

- Ce discours lénifiant de l'Etat ne vise qu'à camoufler la réalité : l'Etat ne respecte pas ses engagements. Il entend parvenir à la démolition complète d'un bidonville qu'il a lui-même créé en avril 2015, et ceci par tous les moyens sans aucune considération pour les réfugiés, ni pour les Calaisiens d'ailleurs. Car tout comme les migrants, ils subissent depuis maintenant plus de 20 ans la même politique de l'échec. Celle qui consiste de Sangatte à l'actuel démantèlement de la Jungle- à croire qu'en déplaçant le problème on le résoudra.

-

- **Organisations signataires**

- Auberge des migrants
Care4Calais
Collectif Fraternité Migrants Bassin Minier 62
Comité Sans Papier 59
Emmaüs France
FSU 59/62
Help Refugee
Itinérance Cherbourg
Groupe d'information et de soutien aux immigré.e.s (Gisti)
Ligue des droits de l'homme (LDH) Dunkerque
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) Dunkerque
Secours Catholique Caritas France
Salam Nord Pas-de-Calais

- Terre d'errance
Utopia 56

-

-

Le Secours Catholique – Caritas France

En France, grâce à 3687 équipes locales (France métropolitaine et outre-mer) et un réseau de 67 400 bénévoles et de 971 salariés, l'an dernier 1 500 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2389 lieux d'accueil.

À l'international, en 2014, 719 opérations ont été menées dans 77 pays, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas) et 3.2 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale.

Réseau partenarial : Association des Cités du Secours Catholique, Fondation Caritas France, Fondation Jean Rodhain, Tissons la Solidarité

Contact presse Vincent de Conninck 06 84 41 35 17



<https://twitter.com/caritasfrance>



facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france